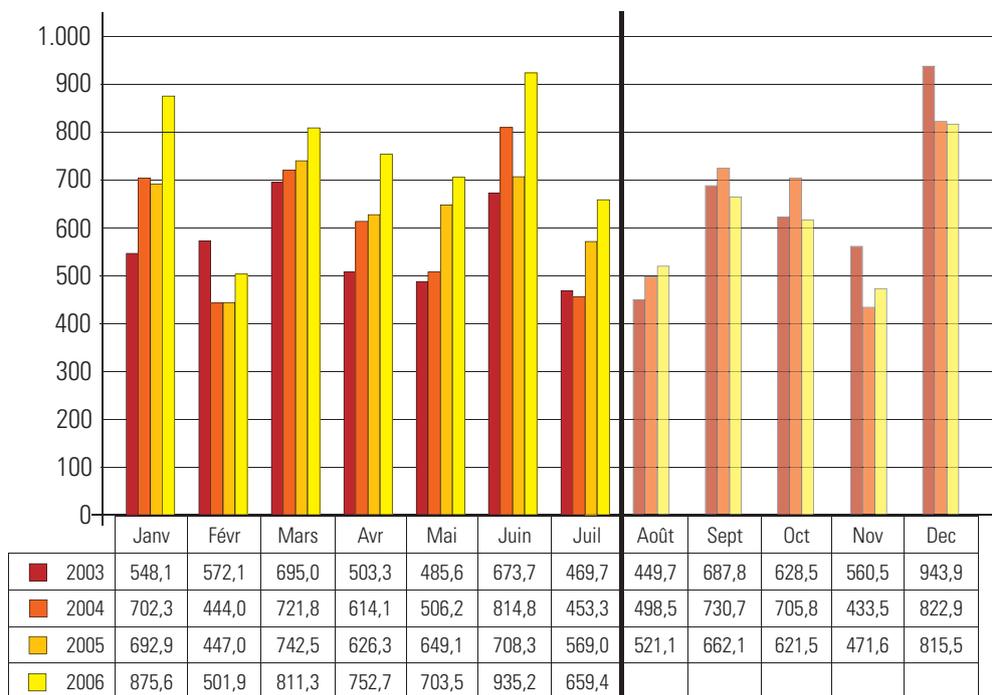


Alors que les finances publiques avaient connu une certaine dégradation, l'évolution des recettes et dépenses de l'Etat Central sur les sept premiers mois laisse entrevoir une amélioration certaine pour l'année 2006<sup>1</sup>.

**Evolution des recettes mensuelles de l'état central (Millions d'euros)**



Pour chacun des sept premiers mois de l'année, les recettes 2006 sont supérieures à celles de l'année 2005. Alors que pour l'année 2005, les recettes des sept premiers mois étaient en progression de 4% par rapport à 2004, en 2006, la progression est de 18% par rapport à 2005.

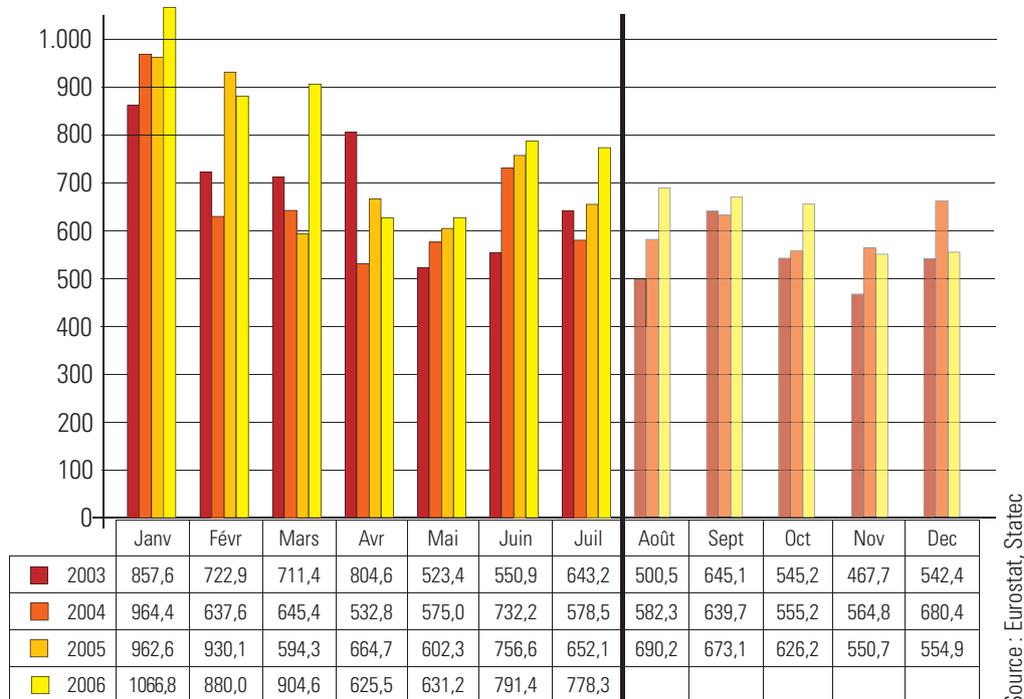
Certes, et comme l'indique le groupe de travail 'recettes fiscales' du ministère des Finances, « la progression des recettes 2006 ne reflète pas uniquement l'environnement économique porteur, mais également certains événements à caractère en principe non récurrent »<sup>2</sup> (versement de 125 millions d'euros d'arriérés d'impôts d'une grande société, la distribution de dividendes par Arcelor 160 millions). Toutefois, le supplément de recettes des sept premiers mois 2006 sur la même période 2005 est de 804 millions, bien au-delà des événements exceptionnels.

Du côté des dépenses, elles sont en progression de 10% (rappelons que dans son projet de budget 2006, le gouvernement tablait sur une progression des dépenses de 8,8% – dépenses courantes et en capital –). Cette progression est pour les sept premiers mois de 515 millions.

<sup>1</sup> Source : Statec. Il s'agit des recettes et dépenses de l'Etat central, hors établissements publics et avec une estimation partielle des fonds spéciaux.

<sup>2</sup> Ministère des Finances, « Principales recettes de l'Etat : Prévisions à moyen terme 2006 - 2009 »

### Evolution des dépenses mensuelles de l'état central (Millions d'euros)



La progression plus rapide des recettes sur les dépenses va améliorer substantiellement l'état des finances publiques. Si les recettes des cinq derniers mois se situent à un niveau de 10% supérieur à 2005 (contre +18% pour les sept premiers mois) et que l'on conserve la progression de 10% des dépenses, on peut penser que le déficit de l'administration centrale s'améliorerait sensiblement en étant presque divisé par deux.